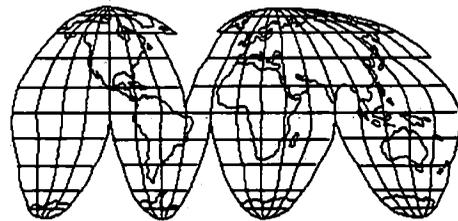


du 16 au 22 juin 1994



**Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
Direction des communications sur la politique étrangère (BCF)**

(available in English)

**AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
COMMUNIQUÉS :**

**M. Ouellet se réjouit de la signature par la Russie
d'un nouveau Partenariat avec l'OTAN**

Le 22 juin 1994, n° 130

«Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a accueilli chaleureusement [...] la signature, par la Russie, du programme de Partenariat pour la paix de l'OTAN. Ce programme, lancé au Sommet de l'OTAN en janvier dernier à Bruxelles, permet aux membres de l'OTAN et à ses partenaires de s'engager dans une coopération concrète comprenant des exercices conjoints de maintien de la paix et un programme plus étendu de relations politiques et militaires. La Russie est le 21^e pays à se joindre au programme de Partenariat pour la paix. "Une coopération plus étroite entre l'OTAN et la Russie est un élément clé vers une sécurité et une stabilité accrues en Europe. Grâce à cette signature, l'OTAN et la Russie ouvrent un nouveau chapitre dans le domaine de la sécurité dans la région euro-atlantique", a déclaré M. Ouellet.»

**M. Chan signe des accords de coopération au développement
et de coopération économique avec le Viet Nam**

Le 22 juin 1994, n° 129

«L'honorable Raymond Chan, secrétaire d'État (Asie-Pacifique), a signé [...] des accords de coopération au développement et de coopération économique entre le Canada et le Viet Nam. [...] L'Accord de coopération au développement guidera le programme d'aide que l'Agence canadienne de développement international (ACDI) offre au Viet Nam. [...] L'Accord de coopération économique vise à élargir l'activité économique et commerciale entre les deux pays. Parmi les principaux domaines de coopération qui y sont identifiés, on retrouve l'énergie, les ressources naturelles, les télécommunications, la technologie de l'information, l'agriculture, la transformation des aliments, la construction, les transports et l'aérospatiale. [...] "Ces accords expriment notre désir mutuel d'élargir les relations canado-vietnamiennes, a déclaré M. Chan. La stratégie à long terme que prépare l'ACDI appuiera le processus de réforme économique au Viet Nam de façon à promouvoir un développement durable."»

**M. Ouellet annonce de nouvelles nominations au conseil
d'administration de la fondation Asie-Pacifique du Canada**

Le 21 juin 1994, n° 128

«Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a annoncé [...] trois nominations au conseil d'administration de la Fondation Asie-Pacifique du Canada. M. Michael E.J. Phelps, de North Vancouver (Colombie-Britannique), a été nommé à la présidence du conseil, à compter du 23 juillet 1994, date à laquelle prend fin le mandat du président sortant, M. Arthur Hara, O.C. MM. Jacques Bougie, d'Outremont (Québec) et Pierre Choquette, de Calgary (Alberta) ont été nommés membres du conseil. Ils seront en fonctions pour une période de trois ans. [...] Créée en 1984 par une loi fédérale, la Fondation Asie-Pacifique du Canada est un organisme privé sans but lucratif, financé conjointement par les gouvernements fédéral et provinciaux et bénéficiant d'une contribution pécuniaire du secteur privé. [...] En 1989, la Fondation Asie-Pacifique a été choisie comme organisme d'exécution de la stratégie «Pacifique 2000» du gouvernement fédéral, qui comporte trois volets : la Stratégie commerciale pour le Pacifique, le Fonds de coopération scientifique et technologique avec le Japon, et le Programme d'étude des langues et des réalités asiatiques. Elle vient d'entamer un nouveau plan quinquennal, qui l'amènera à renouveler et à réorienter ses efforts pour que ses programmes demeurent innovateurs et efficaces.»

Le Canada envoie des forces au Rwanda

Le 21 juin 1994, n° 127

«Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, et le ministre de la Défense nationale, M. David Collenette, ont annoncé [...] que le Canada a accédé à la demande du Secrétaire général de l'ONU de fournir un soutien additionnel pour l'élargissement de la Mission d'assistance des Nations Unies au Rwanda (MINUAR). Le Canada fournira une unité de communication pouvant compter jusqu'à 350 membres. [...] L'unité de communication des Forces canadiennes sera chargée de développer et d'exploiter un réseau de communication élargi pour la MINUAR, dont les effectifs vont passer de 450 à un niveau projeté de 5 500 membres. De plus, les Forces canadiennes ont fourni un soutien aérien crucial aux forces de l'ONU au Rwanda. Depuis le 10 avril, un avion Hercules a transporté environ 730 tonnes de secours humanitaires et d'équipement, ainsi que 1 995 passagers. Un deuxième appareil Hercules des Forces canadiennes est arrivé à Nairobi afin d'accroître la capacité de secours aérien de l'ONU au Rwanda. [...] "Cette nouvelle contribution canadienne élargit notre engagement envers les opérations de l'ONU au Rwanda et sera un facteur clé pour assurer l'efficacité de la mission de l'ONU dans ce pays, a déclaré M. Collenette. Nos troupes supplémentaires vont rejoindre le major-général Roméo Dallaire, un Canadien qui a démontré un professionnalisme et un courage exceptionnels."»

**Nominations au Conseil du centre de recherches pour
le développement international**

Le 20 juin 1994, n° 126

«Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a annoncé [...] la nomination de M. Herb Breau, de M. Jacques Gérin, de M^{me} Donna Soble Kaufman et de M. Olav Slaymaker au Conseil des gouverneurs du Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et le renouvellement du mandat de M. Albert J. Butros, qui siège à ce conseil depuis 1986. Leur mandat durera quatre ans. De 1968 à 1984, M. Breau a été député de l'ancienne circonscription de Gloucester, aujourd'hui appelée Acadie-Bathurst, au Nouveau-Brunswick. Ingénieur, M. Gérin est président de Hatch et Associés Inc., une firme d'experts-conseils en technologie et génie de l'environnement. M^{me} Kaufman est avocate au sein du Cabinet Strikeman, Elliott de Montréal. M. Slaymaker est vice-président associé recherches (humanités, sciences sociales et initiatives interdisciplinaires) et professeur au département de géographie de l'Université de la Colombie-Britannique. M. Butros, ancien ambassadeur de Jordanie au Royaume-Uni, est retourné récemment à l'enseignement universitaire.»

**Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères
de Croatie visite le Canada**

Le 17 juin 1994, n° 125

«Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a annoncé [...] que le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères de Croatie, M. Mate Granić, sera au Canada du 19 au 21 juin. M. Granić arrivera à Toronto, le dimanche 19 juin, et il y rencontrera des membres de la communauté croate. Les 20 et 21 juin, M. Granić sera à Ottawa où il rencontrera la vice-première ministre, M^{me} Sheila Copps, M. Ouellet, le ministre du Commerce international, M. Roy MacLaren, ainsi que des députés. Les discussions porteront sur la situation dans l'ancienne Yougoslavie et divers aspects des relations bilatérales Canada-Croatie.»

Des ministres félicitent les lauréats des prix de l'APASE pour 1994

Le 16 juin 1994, n° 124

«Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, le ministre du Commerce international M. Roy MacLaren, et le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, M. Sergio Marchi, ont félicité [...] les quatre gagnants des Prix des agents du service extérieur canadien de 1994. Ont été récompensés M. Ian Burchett, vice-consul et délégué commercial adjoint à Monterey, au Mexique, pour avoir promu les intérêts des milieux d'affaires canadiens dans le nord-est du Mexique; M^{me} Claudette Deschênes, employée du Groupe du service international de Citoyenneté et Immigration Canada, pour avoir secondé des gestionnaires de l'immigration à l'étranger et avoir résolu des problèmes de personnel complexes d'une façon exceptionnelle; M. Denis Grégoire de Blois, pour avoir accompli pendant quatre ans un travail extraordinaire dans le domaine de la protection des droits de la personne en Syrie; et M^{me} Carolyn McMaster, pour avoir aidé d'une manière remarquable à élaborer et à mettre en oeuvre la politique du Canada sur l'Afrique du Sud.»

DISCOURS :

«[...] Nous voulons aussi encourager et appuyer le développement politique ici, comme nous l'appuyons dans d'autres pays, tant dans cet hémisphère qu'au-delà. Cuba a d'incontestables réalisations à son actif, notamment dans les domaines des droits économiques et sociaux. Ses régimes de soin de santé et d'éducation sont des modèles pour les autres pays. Je souligne également que, lorsque nous parlons de droits de la personne et de développement démocratique, nous ne proposons pas un modèle unique à l'occidentale. Nous visons plutôt le respect de certaines libertés qui sont inscrites dans des instruments internationaux comme la Déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU [Organisation des Nations Unies]. Ces principes font partie des fondements de la politique étrangère canadienne. Le Canada va donc faire des droits de la personne et du développement démocratique un sujet de discussion permanent avec Cuba, afin que les réalisations cubaines dans les domaines que je citais tout à l'heure trouvent leurs pendants sur le plan des droits politiques et civiques. [...] Le gouvernement canadien considère depuis longtemps que, quelles que soient ses divergences de vues avec un autre pays, il importe d'entretenir un dialogue honnête et ouvert. C'est pour cette raison que nos relations officielles avec Cuba n'ont jamais été interrompues depuis leur établissement, en 1945. [...] Le gouvernement canadien a pris l'habitude, ces dernières années, de qualifier les relations canado-cubaines d'actives et de positives. Je crois que ces adjectifs caractérisent bien le dense réseau de liens officiels et privés que bon nombre d'organisations, d'entreprises et de particuliers du Canada entretiennent avec leurs homologues cubains. [...] Je tiens à ajouter qu'au-delà de la dimension strictement bilatérale, le Canada, en sa qualité de partisan de longue date du multilatéralisme, attache une importance particulière au rôle des organisations internationales. Même si elles n'arrivent qu'à maintenir un dialogue courtois entre les États au sujet de certaines questions de portée internationale, elles auront déjà fourni une contribution précieuse. [...] À la récente conférence de l'OEA, à Belém, j'ai avancé l'idée que celle-ci se doit d'envisager le jour où Cuba pourra à nouveau jouer intégralement son rôle, avec tous les privilèges et toutes les responsabilités que cela comporte. L'isolement est malsain, alors que les contacts étroits avec une organisation de plus en plus dynamique, qui fait beaucoup pour promouvoir la libéralisation économique et politique, peuvent produire des résultats pratiques et positifs. Quels sont les objectifs du Canada à Cuba? En premier lieu, notre présence ici traduit la volonté de promouvoir plusieurs intérêts concrets de mon pays, notamment en ce qui concerne le commerce. Deuxièmement, nous souhaitons soutenir un changement qui soit positif et pacifique à Cuba, tant sur le plan politique qu'économique. [...] Troisièmement, nous désirons encourager Cuba à participer pleinement et de manière constructive aux affaires internationales. Enfin, nous ne voulons pas que le gouvernement canadien entrave l'action des organisations et des particuliers canadiens qui mènent leurs propres activités et entretiennent leur propre dialogue avec des Cubains, en raison des restrictions apportées dans le passé à l'aide officielle au développement.»

Déclaration de l'honorable Christine Stewart, secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique) à l'occasion des conférences de *The Economist*, deuxième table ronde avec le gouvernement de Cuba, La Havane (Cuba), le 20 juin 1994, 94/32.

« [...] le gouvernement a adopté une orientation très claire en ce qui a trait à la conduite de nos relations bilatérales avec la Chine. Cette orientation repose sur quatre principes: le partenariat économique, le développement durable, la paix et la sécurité, les droits de la personne et la primauté du droit. Nous ne sacrifions pas un seul de ces principes au profit d'un autre. En fait, ces principes se renforcent mutuellement. [...] Le respect des droits de la personne est un élément essentiel de la politique étrangère canadienne. Nos relations avec la Chine ne peuvent être simplifiées ou réduites à une opposition entre des questions commerciales et le respect des droits de la personne. Nous croyons que des contacts systématiques et à grande échelle provoqueront des appels en faveur d'une plus grande ouverture et de la liberté au sein de la société chinoise. [...] Une société fermée qui dépend peu du commerce et des investissements internationaux est moins susceptible de tenir compte des préoccupations des étrangers. Les échanges commerciaux réduisent l'isolement. Le commerce étend également la portée du droit international et crée la croissance économique nécessaire aux changements et au développement sociaux. La libéralisation économique engendre également la multiplication et l'habilitation des groupes d'intérêt dans la société. Il demeure cependant impérieux que le gouvernement continue de saisir toutes les occasions qui se présentent pour soulever la question des droits de la personne auprès des pays qui semblent violer ces droits. [...] Le gouvernement entend continuer de travailler avec les autres pays pour s'assurer que la Chine respecte ses obligations en vertu de la Déclaration des droits de l'homme des Nations Unies. [...] Le gouvernement canadien a également fait part aux autorités chinoises, dans le cadre de nos relations bilatérales, de ses préoccupations au sujet des droits de la personne. [...] Je crois que ce genre de dialogue et de coopération ouvre la voie à une meilleure compréhension et aidera le gouvernement chinois dans ses efforts en vue de réformer les structures juridiques et judiciaires en Chine.»

Déclaration de l'honorable Raymond Chan, secrétaire d'État (Asie-Pacifique) à la Chambre des communes à l'occasion du cinquième anniversaire des événements de la place Tiananmen Ottawa (Ontario), le 9 juin 1994.

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION CANADA

Le ministre Marchi annonce des nominations à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR)

Le 15 juin 1994

«En raison de l'échéance, au mois de mai, du mandat de certains commissaires de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR), M. Sergio Marchi, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, a annoncé [...] la nomination de 27 commissaires à la Section du statut de réfugié de la CISR. Il s'agit de 21 nouvelles nominations et de six renouvellements de mandat.»

FINANCES CANADA

Le Canada émet pour 2 milliards de dollars US d'obligations à trois ans à taux fixe sur le marché euro-américain

Le 20 juin 1994

«Le secrétaire d'État, M. Doug Peters, a annoncé [...] au nom du ministre des Finances, M. Paul Martin, l'émission d'obligations à trois ans à taux fixe d'une valeur de 2 milliards de dollars US sur le marché euro-américain. Cette opération a pour but d'accroître les réserves de devises et de diversifier les sources de financement du Compte du fonds des changes en dollars américains. L'émission est structurée de manière à tenir compte des préférences actuelles des investisseurs en matière de maturités et constitue une façon économique de constituer les réserves en devises du Canada. L'émission ne servira pas à financer les opérations du gouvernement, qui sont réglées exclusivement en dollars canadiens.»

Pour obtenir des copies supplémentaires du matériel provenant du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, composez le (613) 944-4000 ou sans frais le 1-800-267-8376. Pour obtenir des renseignements sur le matériel provenant d'autres ministères, contactez leurs divisions respectives des communications. «Le commerce et la politique étrangère cette semaine/This Week in Trade and Foreign Policy» est préparé chaque semaine à la Direction des communications sur la politique étrangère (BCF).

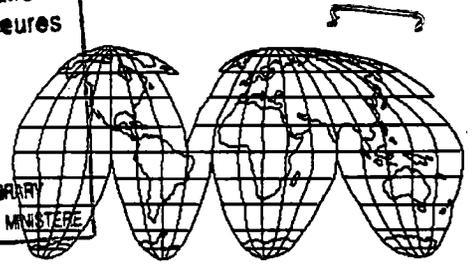
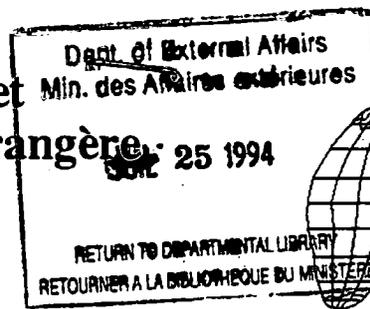
DOCS

Thi
in 7
For

CA1
EA
T38
Jul 20, d
1994
Copy 1 cy

Le commerce et
la politique étrangère
cette semaine

July 14 - 20, 1994



Department of Foreign Affairs and International Trade
Foreign Policy Communications Division (BCF)

(disponible en français)

FOREIGN AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE:
PRESS RELEASES:

Canada joins International Convention on Tonnage
Measurement of Ships

July 20, 1994, no. 148

"Foreign Affairs Minister André Ouellet and Transport Minister Douglas Young ... announced that Canada has signed an Instrument of Acceptance of the International Convention on Tonnage Measurement of Ships, 1969. ... The purpose of the Convention ... is to provide a universal tonnage measurement system enabling standardized measurements of each ship's gross and net tonnages. ... The Convention applies only to merchant ships making international voyages. Warships and ships less than 24 metres in length are exempted, as are ships navigating only the Great Lakes and the St. Lawrence River up to the Gulf of St. Lawrence."

Canada and Japan Sign Film, Television and Video Agreement

July 20, 1994, no. 147

"Foreign Affairs Minister André Ouellet and Minister of Canadian Heritage Michel Dupuy ... announced the signing of an agreement between Canada and Japan that will encourage film, television and video co-production. The agreement, the first in this field that Japan has made with any country, was signed today in Tokyo by Mr. Ouellet and Japan's Minister of Foreign Affairs, Mr. Yohei Kono. It is designed to assist producers in sharing and reducing production costs and risks by pooling creative, financial and technical resources, and to facilitate distribution of productions in foreign markets. 'This is a ground-breaking agreement and I am confident that it will be of great benefit to Canadian producers of films, video and television programming. It will boost both our commercial and cultural relations in this sector which holds such enormous potential,' said Mr. Ouellet."

Canada Calls for Release of Burmese Nobel Laureate

July 20, 1994, no. 146

"Secretary of State (Asia-Pacific) Raymond Chan, on behalf of Foreign Affairs Minister André Ouellet, ... denounced the continuing detention of Daw Aung San Suu Kyi by Burmese officials. On the fifth anniversary of the opposition leader's detention, Canada calls upon the Government of Burma to release the Nobel Peace Prize winner and all other political prisoners. 'Canadians share the outrage of the international community that for five long years Daw Aung San Suu Kyi has remained under house arrest, isolated from the people of Burma and from the outside world. This remarkable woman's sole offence has been to promote democracy and human rights in her country by peaceful means,' said Mr. Chan."

Diplomatic Appointments

July 15, 1994, no. 145

"Foreign Affairs Minister André Ouellet announces the following diplomatic appointments: Michael D. Bell as Ambassador to the Arab Republic of Egypt; Réjean Frenette as Ambassador to the Swiss Confederation; David Karsgaard as Deputy Permanent Representative of Canada and Ambassador to the United Nations in New York; Suzanne Laporte as Ambassador to the Republic of the Ivory Coast with concurrent accreditation to the Republic of Mali and Burkina-Faso; John Schram as High Commissioner to the Republic of Ghana."

Ouellet Announces New Appointments
to the Board of Directors of the Asia Pacific Foundation of Canada

July 14, 1994, no. 144

"Foreign Affairs Minister André Ouellet ... announced the following appointments to the Board of Directors of the Asia Pacific Foundation of Canada: Matthew William Barrett, of Toronto; Louis P. Salley, of West Vancouver; and Jeannine Guillevin Wood, of Montreal. The three new Directors are appointed for a period of three years. ... The Asia Pacific Foundation of Canada (APF), created in 1984 by an Act of Parliament, is a private non-profit organization jointly funded by the federal and provincial governments, with additional financial support from the private sector. The APF was established to promote closer ties between the people and institutions of Canada and those of the Asia-Pacific region. Programs have been established by the APF to carry out this mandate and to further Canada's economic interests in the Asia-Pacific region."

Canadian Naval Demonstration for Officers of Middle Eastern Navies

July 14, 1994, no. 143

"Foreign Affairs Minister André Ouellet ... announced that Canada will lead a demonstration of Maritime Confidence-Building Measures for officers of Middle Eastern naval forces. The exercise, which is held in the context of the Middle East Peace Process, will take place on July 15 out of the Italian port of Venice. The Canadian and American warships — HMCS *Halifax* and USS *Santa Barbara* — currently stationed in the Mediterranean will participate, as will aviation units of the Italian Navy."

"This is another example of Canada's active contribution to the Middle East Peace Process. We are very pleased to be able to contribute to and support such positive steps toward a more peaceful and secure future for the Middle East," said Mr. Ouellet."

STATEMENTS:

"...The Government of Canada wants to see a strong North American steel industry, not harmed by unfair competition — boatloads of steel brought into our markets from subsidizing countries for sale at practically any price. The close integration of our markets makes Canada-U.S. steel trade unique in the world. This trade, along with our steel trade with Mexico — our other new NAFTA partner, needs to be differentiated from steel trade with other countries. We not only share a market, but it is the least subsidized and most open steel market in the world. This is the context in which both the Government and the industry in Canada have consistently emphasized our view that trade remedy actions by any of the NAFTA countries against steel imports from any other are counter-productive and make no commercial sense. ... Are the definitions, thresholds and mechanisms provided in current anti-dumping law the right measures for determining "inappropriate behaviour" in the North American context? In an integrated North American market, where firms have rationalized production on a North American basis, the concept of a national industry may no longer be viable. Should we examine the impact of pricing behaviour on the North American market as a whole? Is it possible to establish a more direct link between the pricing practices of one firm and their impact on another? For example, does the pricing behaviour of one firm affect the pricing behaviour of another? If so, how long does the effect last and how does the firm or the market in which it operates compensate? Should remedial action by Government in response to pricing behaviour be limited to products — as in dumping — or could it be assessed on a particular firm — as in competition law? Beyond that, we could look at which method is likely to elicit a more effective response in terms of restoring a competitive equilibrium to the market. Should different approaches be considered for different sectors of the economy, depending on their circumstances or degree of need? These are the sorts of questions that will have to be answered if we are to establish a trade remedy regime in North America that reflects the reality of the North American market. ..."

Notes for an Address by the Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade, to the First Policy and Planning Committee Meeting of the American Iron and Steel Institute (Toronto, Ontario, July 14, 1994, 94/34)

UPCOMING EVENTS:

- | | |
|-----------------------|--|
| August 18-28, 1994: | Commonwealth Games (Victoria, British Columbia) |
| September 5-13, 1994: | UN International Conference on Population and Development (Cairo, Egypt) |
| October 24, 1994: | Launch of United Nations 50th Anniversary Commemoration Activities |
| November 25-26, 1994: | APEC Ministerial Meeting (Jakarta, Indonesia) |

Additional copies of the above documents that are produced by the Department of Foreign Affairs and International Trade can be obtained by calling (613) 944-4000 or toll-free at 1-800-267-8376. Documents produced by other departments can be obtained by calling their respective communications divisions in Ottawa. "This Week in Trade Policy/Le commerce et la politique étrangère cette semaine" is produced weekly by the Foreign Communications Division (BCF) of the Department of Foreign Affairs and International Trade.

